



Communiqué de presse

14 décembre 2023

Orange : Il y a de la place pour tout le monde

La politique de réduction des coûts enclenchée dans le groupe Orange depuis la nomination de la nouvelle directrice générale en février 2022 se met en place de manière fracassante.

Depuis des années, la stratégie de l'entreprise consiste à filialiser et à sous-traiter de plus en plus d'activités, créant ainsi un dumping social à l'intérieur même du groupe.

Aujourd'hui, nous observons une accélération de ces deux orientations.

En effet le transfert de l'activité des boutiques Orange vers la filiale GDT renommée Orange Store a permis à Orange d'abaisser les droits et garanties des salariés avec par exemple une convention collective et des accords d'entreprise moins disant et plus largement l'ensemble du socle social, cela s'inscrit dans l'objectif de réaliser plus de profits au détriment des salariés.

Cette accélération s'observe dans l'utilisation de nouveaux outils pour le groupe Orange afin d'amplifier la destruction de l'emploi, la nouvelle gouvernance appelant cela « *le nouveau modèle social* ». Dans la division nationale SCE de la maison mère Orange SA, premier élément constituant l'entité d'Orange Business, ce sont 643 salariés d'une moyenne d'âge de 51 ans qui étaient sous le coup d'une rupture conventionnelle collective. La mobilisation des salariés avec la CGT FAPT, à l'initiative d'une intersyndicale avec CFDT, FO et SUD, a permis l'abandon de celle-ci. Ceci constitue une première historique pour une entreprise du CAC 40. Cependant la direction reste sourde à notre demande d'annuler son plan de destruction d'emplois. Elle s'obstine à présenter un plan de départs volontaires aux élus du CSE Central et du CSE d'établissement de SCE. Tous ont rendu un avis négatif sur la base entre autres du rapport d'expertise rendu par le cabinet Peritus (le rapport d'expertise concluant à l'absence de justification économique et des problématiques futures quant à la surcharge de travail).

L'homologation du Plan de Départs dit Volontaires auprès de la DRIETTS n'est pas encore validée en l'état, la direction ayant retiré sa demande avant la réponse de celle-ci. Cette décision ne veut pas dire que le dossier est abandonné, bien au contraire, la direction risque de revenir avec un dossier plus habillé qui plaira plus à la DRIETS.

Aujourd'hui avec le projet de la direction ce sont près de 700 emplois qui sont menacés à Orange Bank par un projet de Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) portant sur 629 emplois supprimés en France et 76 en Espagne, ainsi que 75 salariés dans sa filiale Anytime (43 en France et 32 en Belgique). La direction a refusé de recevoir les représentants des salariés lors de la dernière mobilisation des salariés au siège à Montreuil aux côtés de la CGT et d'autres syndicats, du Maire de Montreuil et de plusieurs Députés. Syndicats et salariés sont unanimes, les propositions qu'elles soient financières pour les licenciements ou de reclassements sont indignes de la part d'un groupe aussi puissant qu'Orange.

Pour la CGT FAPT, il est urgent :

- De définir une véritable stratégie industrielle,
- D'arrêter la politique des réductions des coûts et du dumping social intra groupe,
- De réintégrer les activités externalisées avec des parcours de formation ainsi que l'embauche des salariés prestataires qui le souhaitent,
- D'arrêter de verser des dividendes afin d'augmenter les investissements pour le développement de l'entreprise, l'amélioration de la qualité de service rendu et surtout la reconnaissance et l'embauche de salariés à meilleures conditions sociales.

